Violences en noir et blanc – archive

13/06/2000 à 15h20
ARCHIVAGE

Faillite républicaine

Violences en noir et blanc

Il y a eux, et les autres. Des «bourges», des «victimes de chez victime», des «baltringues», incapables de se défendre. Entre la jeunesse des cités et celle de la capitale, le gouffre se creuse. Propos haineux, violences faciles et ressentiment social s'y mêlent dans une terrible escalade, beaucoup plus complexe que la simple expression d'un racisme anti-Blancs

C'est vrai, ils disent ça. Que «les Français, y savent même pas s'battre». Que les Français, en plus d'être «des balances», «c'est des radins qui partagent jamais». Que c'est «des peureux, les Français, parce qu'ils baissent les yeux». Et puis, les Français, ils sont «beaucoup chouchoutés», ils connaissent rien de «la rue». Il paraît aussi que les Français «sont capables de regarder des films de cul en famille». La surenchère verbale est un jeu, le «charriage« un langage où s'exercent les rapports de force. Voilà une petite dizaine d'adolescents, dont, à les entendre, on oublierait presque qu'ils en sont. La bande de petits blacks sort du collège, unie. Des petits corps serrés qui espèrent former une masse musclée dans la cité Bleue, à Cachan. Ils font à peine un mètre trente et bombent le torse, sortent les épaules. Si on leur cause, les mines se durcissent, froncement des sourcils, élévation des mentons. Les gamins forcent l'accent racaille, épaississent leur voix d'enfant, pour imposer les mots dangereux: «Nous, on est les chefs.» Et les autres, les

faibles, ce sont des «bollos», des «baltringues», des «suceurs», des «balances», des «pigeons». Même si «75% des bollos sont des Français», ce n'est pas la couleur qui fait le «baltringue». Alioune, 21 ans, est français d'origine sénégalaise («mais les autres me voient noir avant tout»). Il explique: «Un jeune qui habite Sceaux [la ville voisine, ndlr], il est plutôt blanc. Il faut bien comprendre Le problème, ce n'est pas sa peau. Mais son monde.»

Parce que entre Sceaux et Cachan, entre la jeunesse de la capitale et celle des cités ou entre la République et ses banlieues, il y a comme un gouffre. «Pas un hiatus (), écrit Didier Gaulbert, prof de philosophie dans les quartiers (1). Encore moins une fracture sociale.» Mais «un abîme entre leur vision du monde et la nôtre». Sabrina a grandi à Cachan, elle est maintenant étudiante, et confirme: «Ce sont deux univers, qui ne se croisent jamais. Et quand ils se heurtent, c'est violent. Comme un choc des cultures, sauf qu'en plus c'est social. Pas les mêmes codes, pas les mêmes sapes, pas les mêmes musiques, pas le même humour»
Ça donne «des faces de craie», bande de «petits bourges» éduqués à l'endroit, qui défilent un 8 mars, rackettés, frappés, maltraités par cette méchante racaille, tout droit sortie de l'envers du décor. Saignante rencontre. Une réalité, celle de deux jeunesses qui ne se reconnaissent plus, éclate brutalement au grand jour. C'est par la voix d'une association juive, Hachomer Hatzaïr, que quelques intellectuels décident de dénoncer des «ratonnades anti-Blancs». Ce que nombre de médias traduiront par « racisme anti-Blancs », formule qui ne figure pas dans l'appel.
Sur les bancs de la cité Bleue, à Cachan, Ali dit: «Qu'ils fassent ce qu'ils veulent, qu'ils disent ce qu'ils veulent, de l'autre côté…» Pas de colère, de l'indifférence. Chacun son monde, chacun ses mots. Mais quand même, cette réflexion d'Alioune: «Ils parlent de racisme anti-Blancs, mais savent-ils qu'on fait aussi le bruit du singe dans les tribunes de certains stades d'Italie et de Belgique chaque fois qu'un Noir

touche le ballon?» De la manifestation, Alioune dit juste: «C'était pas dirigé contre les Blancs, cette violence. Mais contre les bourges Ils sont allés les dépouiller, voilà. Et ils les ont frappés parce qu'ils ont la haine.»

Une façon de se venger de cette réalité qui laisse 50% des jeunes des quartiers au chômage, selon le rapport annuel de la Commission nationale consultative des Droits de l'Homme sur la lutte contre le racisme. Faire la misère à ceux qui a priori ne souffrent pas de la galère, donc. Pas d'échange, rien que de la violence. Voilà le mode d'expression privilégié d'une génération qui a poussé sur le bitume, sans nourrir l'espoir ou la perspective d'intégrer cet autre monde, celui de la réussite sociale. Il y a bien quelques enfants du béton qui font exemple, mais on les tient pour ces exceptions qui viennent confirmer la règle du rejet. Pour les jeunes des quartiers, les valeurs républicaines sont des mensonges. Rien ne vaut mieux que la loi des cités, simple et efficace: le plus fort gagne. Dans son livre, Didier Gaulbert raconte justement de ses élèves: «Je commençais par leur expliquer avec Hobbes que l'état de nature était toujours un état de guerre générale. Ils n'eurent aucun mal à comprendre que l'homme puisse être un loup pour l'homme.» Par contre, ils ne saisissaient pas «comment il était possible de sortir de l'impasse», toute solution «leur paraissait illusoire».
Parce qu'ils vivent dans une cité, véritable société parallèle où règne un ordre fondé sur la loi du plus fort. Avec ses caïds et ses «victimes». Une victime? C'est par exemple «un babtou, un Français, quoi», auquel un petit groupe de dominants a demandé de rapporter 2 euros le lendemain au collège. «Il l'a pas fait, on l'a victimisé.» Frappé, humilié. Ça commence dès l'école primaire, «et puis ça passe, on grandit», raconte Alioune. Certains pourtant n'en voient pas la fin, et s'enfoncent. C'est le cas de Steeve. Il débarque de sa campagne, il y a une quinzaine d'années, timide et réservé. «Alors, à Cachan, on m'a vite marché dessus. Etre une victime, c'est ça Ça part des injures et ça va jusqu'à

l’hospitalisation. Et là, il n’est pas question de racisme, c’est surtout du délit de sale gueule. Le simple fait d’avoir une tête de gentil.» Pas de grands frères, peu d’amis, des bonnes notes à l’école. Pour s’intégrer, Steeve a «basculé», en fumant des joints. Il n’avait pas d’argent pour acheter, alors il a trouvé des clients à son dealer. Jusqu’à vendre à son tour, pour le compte de «ce gars qui règne». Une «descente aux enfers», grâce à laquelle Steeve a fini «par se faire un nom, une place dans ce système à part».

Voilà, Steeve était protégé, «personne ne m’emmerdait plus, j’étais devenu un soldat proche du plus haut gradé. Je n’avais plus d’identité, je n’étais plus ni un Français ni un pigeon, je faisais partie de l’espèce dominante: les voyous. C’est valable pour tout le monde, ça. Quelle que soit ta couleur de peau, ce qui compte dans le quartier, c’est d’en être.» C’est donc l’histoire du petit Français qui avait 16 de moyenne en 5e, 4 en 4e, et qui doit son intégration dans la cité à la délinquance. Aujourd’hui il a 23 ans, un enfant qu’il ne voit plus, une vie «pleine de vices», six condamnations judiciaires. Il dit qu’il est allé en prison plusieurs fois, qu’il n’en est pas fier, mais quand même «ça a ajouté à ma notoriété». Et maintenant? «Je ne peux plus revenir en arrière. Si je sors de ce système, je redeviens un baltringue, une victime.»

La victime, c’est le «pigeon» qu’on envoie chercher des cigarettes, des canettes, qui fait les courses pour tout le monde. Testé par les plus forts. Et sévèrement réprimandé quand il se rebelle, quand il «prend la confiance». Khraï est français d’origine malaisienne. Il a grandi dans un quartier des Hauts-de-Seine. Il a eu ses «victimes», des «garçons de service, en fait», continuellement sollicités. «On squatte chez eux, on les dépouille, on les emmène quand on sort pour qu’ils raquent. Quand on a fait une connerie, quand on se fait serrer, on donne leur nom, et ils assument parce qu’ils ont peur.» Khraï explique que «les victimes de chez victime», les «meilleures cibles», c’est les «fils à papa qui ne connaissent rien de la réalité, de la rue». Et dont l’existence même

éveille jalousie, rancœur, ressentiment et colère. Comme «on veut lui ressembler, on le tape, on l'efface, pour qu'il prenne notre place, qu'il sache bien d'où on vient, nous. Et qu'il comprenne que nous ne sommes définitivement pas du même monde». Alors la manifestation du 8 mars, c'était «un troupeau de victimes potentielles». Et c'est vrai que pour la majorité, «ce sont des Français», mais Khraï se souvient aussi d'un Noir «victimisé» parce qu'il ne connaissait rien de la vie des quartiers.

Tony est d'origine arménienne, blond aux yeux verts, «un Blanc« qui a grandi à la cité Bleue, dans ce système «où c'est comme chez les animaux, y a les dominants et les dominés». Lui, il est intégré au quartier, oui. Mais il a dû faire ses preuves, «comme un Blanc, deux fois plus que les autres». Il dit que dans le quartier «les Français sont disqualifiés d'office. Parce qu'ils n'ont personne derrière Alors que si tu t'en prends à un black, t'en as quinze qui te tombent dessus». La force n'est pas une affaire de couleur, mais de nombre. Ça veut dire que s'il y a «une embrouille, où les autres se tapent», explique Ibou, il faut «sauter», participer, «sinon tu te démarques, et c'est pas bon, ça». Ça fait baltringue, d'être seul.
Steeve dit que la cité est en réalité un espace clos, cerné de «murs invisibles», où vit «une espèce à part». Un piège, ce monde dont on ne sort plus quand on y a fait sa place. Un univers où, paradoxalement, «on connaît le mélange ethnique, mais pas le brassage social». Sabrina est passée de la cité à la fac de philo, et l'expérience fut violente. «C'est là que pour la première fois j'ai croisé autant de garçons avec des cheveux longs. Les codes sont si différents qu'on a le sentiment d'atterrir sur la planète Mars, et à la longue de faire le grand écart.» Voilà le seul moyen d'échapper à la schizophrénie sociale: se construire une place à la croisée de ces deux mondes, pourtant «si hermétiques». Braver les angoisses devant la différence, fuir le réflexe du repli sur le quartier, cesser de considérer «les gens de l'autre côté»

comme des étrangers. Parce que tout le monde se ressemble. Au moins dans l'erreur: les Blancs ne sont pas plus bourgeois que les Noirs sont racistes.

Elsa Vigoureux / evigoureux@nouvelobs.com avec Nadhera Beletreche (1) «La philo ça prend la tête: prof en cité», Plon, 2001.

«Les Blancs sont plus faciles à choper»

Sortie de cours d'un lycée professionnel en Seine-Saint-Denis. Dans le hall d'entrée, un petit groupe d'élèves revient sur les incidents du 8 mars et les motivations des casseurs. «Je suis allé à la manif avec mon prof d'histoire, raconte Abou, en BEP comptabilité. J'ai vu des gars voler des portables. La scène classique: la personne était au téléphone, et un type la crochetait. C'était des jeunes des cités qui sont venus là parce qu'il y avait de quoi voler. On se dit que les gens du centre de Paris sont plus avantagés que nous par rapport à l'école. Ça ne m'énerve pas. Ça paraît normal: ici il y a des cités, là-bas des quartiers à l'aise.» «Les sous, ça les rend fous, renchérit Mariam, une jeune métis. Le 8 mars, j'ai vu un copain prendre le sac d'une Chinoise. La femme ne voulait plus le laisser partir. Une fille s'est approchée, et lui a filé un coup dans la tête, la Chinoise est tombée comme une plume. Ça m'a fait trop mal» «Ces casseurs sont des fouteurs de merde, explique une de ses copines. Ils s'attaquent aux Blancs parce qu'ils sont plus faciles à choper, que ce sont des bourgeois, qui ont peur. Dès qu'on leur dit: "Donnez votre portable", ils le donnent sans se défendre. Ces Blancs, ils ont peut-être galéré pour avoir leur argent, mais, par rapport à nous, ils sont plus éduqués, c'est pas comme les Arabes. Si on les attaque, eux vont se défendre. Mais on ne se vole pas entre Arabes et Noirs. On se tient entre nous, peut-être parce qu'on est tous des immigrants.» Le passé aussi nourrit la colère d'Awa, une Sénégalaise de 19 ans: «Les Blancs ont trop fait souffrir les Noirs. Nous, on pourra pas oublier l'esclavage. Peut-être que c'est à cause de ça que tout ce qui est blanc,

c’est notre ennemi.» «S’ils nous avaient pas vendus, l’Afrique serait riche aujourd’hui. Ils ont volé notre richesse, on va foutre la merde ici jusqu’à ce qu’ils soient fatigués, pouffe sa copine, une Malienne née en France mais qui se sent “kimphe”, africaine. On est ici pour faire de l’argent, et on repartira après.»

Controverse autour d’un appel

Il voulait dénoncer «la pusillanimité des forces de l’ordre» lors de la manifestation lycéenne du 8 mars. Pas ces «ratonnades anti-Blancs» qu’évoque l’appel très contesté lancé peu après les incidents survenus lors de la manifestation par l’association Hachomer Hatzaïr et Radio-Shalom. Ghaleb Bencheikh, président de la Conférence mondiale des Religions pour la Paix, tient à faire savoir qu’il retire sa signature et se désolidarise «complètement» de ce texte. «Si les agressions à l’encontre des lycéens sont inadmissibles, je ne pense pas que le racisme soit constitutif de ces actes.» Esther Benbassa, historienne, va plus loin, et se dit même «personnellement touchée, en tant qu’ancienne immigrée qui sait combien l’intégration est difficile, par cet appel qui attise la violence plutôt que de constater un rejet qui existe véritablement». Elle estime aussi que «ce n’est pas à une association juive de faire dans la compétition victimaire». Selon Mouloud Aounit, secrétaire général du Mrap, ce texte revient pratiquement à «éteindre un feu avec un baril de pétrole». De leur côté, Yoni Smadja (Hachomer Hatzaïr) et Bernard Abouaf (Radio-Shalom) persistent et signent. Ils voulaient pointer du doigt «un phénomène réel». «Parler des frustrations sociales qu’il peut y avoir derrière, ça, c’est pas mon rôle, martèle Bernard Abouaf. C’est celui des intellectuels signataires.» Justement, parmi ces signataires, Pierre-André Taguieff est introuvable, Alain Finkielkraut, trop occupé. Et Bernard Kouchner préfère se taire: il n’est pas très fier de cet appel

Les classes dangereuses et la République

Le spectre du racisme «anti-Blancs» hante le défilé des lycéens du 8 mars dernier. L'ampleur des violences subies par les manifestants, victimes de «jeunes de banlieue» venus racketter, «casser du bouffon» sous l'œil indifférent de la police, est plus qu'un traumatisme moral: c'est un phénomène social. S'amplifiant depuis dix ans, ces violences constituent une réalité inscrite de manière durable dans notre paysage politique. Elles révèlent le profond divorce entre la République et une partie des jeunes des quartiers populaires. Perdants d'une compétition scolaire de plus en plus implacable, ils n'espèrent plus rien d'une institution dont le fonctionnement et les normes les marginalisent, les humilient, les enfoncent un peu plus. Pour eux, la République est un monde de fausses promesses dont le vocabulaire vertueux (intégration, citoyenneté) masque la ségrégation et le racisme qu'ils subissent. Elle n'est plus une chance, elle est devenue un obstacle. De proche en proche, leur ressentiment se porte sur ceux qui sont à l'intérieur, ces «Français», ces «Blancs» ou ces «bouffons» , car peu importe en réalité la couleur de la peau auxquels profite encore cette République. Ce monde populaire ou cette classe moyenne dont ils ne sont pas si éloignés, mais dont ils sont radicalement séparés par l'échec scolaire, la discrimination et une ségrégation urbaine croissantes. Alors que les uns défendent le service public et leur école pour ne pas tomber, les autres ont déjà basculé et se sentent au mieux indifférents à ces luttes, au pis hostiles lorsqu'ils se perçoivent comme les dindons de la farce.Régulièrement les «classes dangereuses» font irruption sur la scène publique. Les exclus ne sont pas très gentils, ils sont souvent agressifs et violents, ils peuvent être racistes, antisémites, sexistes, homophobes La belle découverte! La misère et la ghettoïsation n'ont jamais rendu meilleur. Elles ne sont pas non plus une «excuse sociologique». Le croire serait faire injure et affaiblir ceux qui, placés dans les mêmes conditions, n'ont pas opté pour l'argent d'apparence facile et continuent de lutter, d'agir pour changer l'ordre des choses, souvent dans l'indifférence

générale. Alors plutôt que pétitionner contre les «ratonnades anti-Blancs» tels des pompiers pyromanes, plutôt que se draper dans une sainte indignation comme des conservateurs et des idéologues aveugles au monde social, plutôt que dénoncer un communautarisme qui menacerait notre belle cohésion nationale, prenons la mesure du racisme institutionnel et de la formation des ghettos. Luttons contre les mécanismes qui les nourrissent. On ne résout pas les problèmes sociaux par des leçons de morale. Il est urgent d'offrir une perspective politique et d'apporter son soutien à des populations qui font partie de notre société mais ne croient plus qu'elles peuvent participer au même titre que les autres à la construction de notre destin collectif. □□D. L. et L. M.□□(*) Sociologues.

Caroline Brizard, Didier Lapeyronnie, Elsa Vigoureux□Le Nouvel Observateur

source: http://hebdo.nouvelobs.com/hebdo/parution/p2110/articles/a266671-violences_en_noir_et_blanc.html